

APPEL DE DAKAR à l'engagement pour la réduction des risques chez les consommateurs de drogues injectables en Afrique de l'Ouest

Préambule

Les améliorations notées dans le contrôle de l'épidémie du sida cachent des faiblesses touchant les populations vulnérables et marginalisées de la société : professionnel(les) du sexe, hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes, détenus et consommateurs/usagers de drogues injectables. Parmi ces groupes de populations clés, les consommateurs/usagers de drogues injectables constituent la cible la moins connue et la moins maîtrisée en Afrique.

Sur les 49 pays d'Afrique sub-saharienne, seuls 16 disposent de données sur la consommation de drogues injectables et sur 2,3 millions de consommateurs/usagers de drogues injectables recensés dans cette partie du continent, on enregistre 564 000 personnes vivant avec le VIH¹.

Le programme régional « Réduction des risques VIH et tuberculose et autres comorbidité et promotion des droits humains auprès des consommateurs de drogues injectables (PARECO) mis en œuvre par l'Alliance Nationale des Communautés pour la Santé (ANCS) dans 5 pays ouest-africains (Burkina Faso, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau et Sénégal) sera probablement élargi à d'autres pays, notamment la République de Guinée et le Mali. En collaboration avec des partenaires d'exécution, sur financement du Fonds mondial, le programme régional vise à améliorer l'accès aux services de Réduction des Risques et à promouvoir le respect des droits humains des consommateurs/usagers de drogues injectables en Afrique de l'Ouest. Cet objectif nécessite :

- L'amélioration et la disponibilité de l'information stratégique ;
- Le renforcement des capacités des acteurs communautaires de la santé, de la chaîne judiciaire et des consommateurs de drogues injectables sur la

¹ ONUDC, Rapport mondial sur les drogues, 2018

- Réduction des risques ;
- L'amélioration de l'environnement social et juridique ;
 - Le développement et la mise en œuvre de trois modèles innovants de Réduction des Risques (outreach, collaboration avec les forces de sécurité et avec le milieu carcéral).

Appel à l'engagement

Nous, participants de la Consultation Régionale-de Haut niveau organisée par la Commission Ouest Africaine de Drogues (WACD) et l'Alliance Nationale des Communautés pour la Santé (ANCS), le 11 septembre 2018 à Dakar (Sénégal) :

- **Préoccupés** par l'ampleur du trafic de drogues et sa consommation sur le continent, et réunis dans un cadre d'échanges qui regroupe des ministres, des parlementaires, des organisations de la société civile, des acteurs de la chaîne judiciaire, des consommateurs/usagers de drogues injectables, des médecins généralistes et spécialistes, des addictologues, des criminologues, des universitaires ;
- **Reconnaisant** la répression comme une réponse nécessaire mais pas suffisante contre les narcotrafiquants en raison des conséquences dommageables et multidimensionnelles de la drogue ;
- **Réaffirmant** notre engagement à l'atteinte des 90-90-90 d'ici à 2020 ainsi qu'à l'élimination de l'épidémie du sida en 2030 et, reconnaissant les efforts accomplis par des pays africains membres du programme PARECO pour la création d'un environnement favorable à la Réduction des Risques ;
- **Considérant** la nécessité pour les pouvoirs publics à s'engager à la promotion de la Réduction des Risques dans les stratégies nationales et régionales de lutte contre le sida, la tuberculose, les hépatites et à l'adoption d'une approche basée sur la santé publique et le respect des Droits Humains;
- **Considérant** le respect de la dignité humaine comme étant un facteur clé pour arrêter la propagation du VIH, notamment chez les populations clés en général et les consommateurs/usagers de drogues injectables en particulier ;
- **Saluant** les avancées importantes enregistrées ces dernières décennies dans la riposte contre le sida, les hépatites et la tuberculose en lien avec la consommation de drogues injectables ;

- **Nous félicitant** de l'attention croissante portée par les acteurs communautaires et de l'implication des consommateurs/usagers de drogues injectables qui jouent un rôle important dans les approches innovantes de la Réduction des Risques ;
- **Accueillant favorablement** l'appel de son Excellence Monsieur **Olusegun OBASANJO**, Président de la Commission Ouest Africaine de Drogues qui demande aux gouvernements ouest-africains de réformer les lois et les politiques sur les drogues.

Nous nous engageons à :

- a. **Soutenir** les politiques de santé en Afrique conformément au Plan d'action de l'Union Africaine sur le contrôle de la drogue et aux recommandations des Nations Unies en matière de traitement de la dépendance aux drogues, notamment :
 - La Déclaration de la Session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la réduction de la demande de drogues (1998) ;
 - La note d'information des Nations Unies sur la prévention de la transmission du VIH/sida liée à la consommation de drogue (2000) ;
 - La Déclaration d'engagement de l'UNGASS sur le VIH/sida de 2016-;
 - Le document d'orientation politique de l'ONUSIDA de 2005 sur l'intensification de la prévention du VIH (« Prévenir la transmission du VIH par les consommateurs/usagers de drogues injectables par la mise en place d'un système globale intégré et efficace »);
 - Le Document final de la Session spéciale de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur le problème mondial de la drogue de 2016 ;
- b. **Pousser** les Etats à adopter une approche basée sur la santé publique et le respect des Droits Humains et à s'appropriier la stratégie de Réduction des Risques ;

- c. Encourager** les Etats à mettre en place des législations et politiques favorisant l'accès aux services de traitement de la dépendance aux drogues et leur décentralisation ;
- d. Encourager** les Etats à allouer des ressources suffisantes à la lutte contre la drogue en général et à mettre en œuvre des stratégies de Réduction des Risques en particulier ;
- e. Appeler** à la levée des obstacles, notamment juridiques, à une bonne mise en œuvre de la Réduction des Risques et à l'élaboration de politiques et législations permettant de mettre en place les programmes de Réduction des risques ;
- f. Inviter** les Etats et les autres parties prenantes à s'engager pour une alternative à l'incarcération des consommateurs/usagers de drogues, à encourager les stratégies de Réduction des Risques, à favoriser un environnement social sans stigmatisation ni discrimination, à assurer l'accès aux services de traitement et à promouvoir la réinsertion sociale et le respect des droits humains pour les consommateurs/usagers de drogues injectables.

Fait à Dakar, le 11 septembre 2018